



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Après les universités, le CNRS dans le viseur du gouvernement

Après avoir organisé la faillite des EPSCP (universités, grands établissements et établissements expérimentaux) sous des prétextes fallacieux de mauvaise gestion, et notamment une réduction drastique de leur budget de recherche (de -10 % à -30 % des budgets de fonctionnement de leurs laboratoires¹) le gouvernement s'attaque désormais au CNRS dont la gestion avait pourtant été saluée. En effet, le Premier ministre a imposé au CNRS de réaliser 20 millions d'euros d'économies pour réduire son déficit de 2026 à 219 millions d'euros. Avec 91 % de sa subvention d'État qui sont déjà affectés à la masse salariale, le CNRS est contraint de faire porter ces économies sur sa dotation de base aux laboratoires : le conseil d'administration du CNRS a ainsi adopté, lors de la séance du 13 mars 2026, un budget rectificatif qui réduit de 13,5 millions d'euros le financement des laboratoires en 2026. Le président-directeur général du CNRS a envoyé le 24 mars 2026 un courrier aux directrices et directeurs d'unité pour leur annoncer une remontée de crédits sur la dotation 2026 versée par le CNRS, ce qui est inédit. Le gouvernement signe ainsi visiblement sa ligne idéologique : mettre sous contrôle toutes les forces de recherche pour modifier durablement le paysage de l'ESR à sa convenance et pour des intérêts particuliers. On ne peut que se questionner sur le parallèle avec les attaques aux USA et dans les autres démocraties libérales.

Le conseil d'administration du CNRS, et un très grand nombre de directrices et directeurs d'unité du CNRS, ainsi que les membres des instances du comité national de la recherche scientifique, expriment publiquement leur refus de cette austérité budgétaire².

Le SNESUP-FSU dénonce avec la plus grande fermeté cette réduction de la dotation 2026 du CNRS aux laboratoires comme il dénonce les attaques menées plus largement sur les budgets des universités qui

impactent de façon importante l'accomplissement de la mission de recherche et demande au ministère de donner les moyens budgétaires aux EPSCP et aux EPST pour exercer les missions de service public d'enseignement et de recherche qui leur sont confiées.

Le SNESUP-FSU appelle à soutenir, rejoindre, intensifier et rendre visible les actions en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le cadre du printemps des mobilisations³.

Mobilisons-nous aussi pour un financement correct de tous les organismes de recherche et plus largement de la mission de recherche de l'ESR public.

Paris, le 29 avril 2026

¹ Consulter la carte des impacts de l'asphyxie financière des universités
https://www.snesup.fr/budget2026universites_lasphixie

² https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/04/14/la-recherche-publique-est-un-investissement-pour-le-futur-dont-il-faut-assumer-le-caractere-imprevisible_6679926_3232.html?search-type=classic&ise_click_rank=1

https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/si-rien-nest-fait-le-declin-de-la-recherche-francaise-risque-de-bien-avoir-lieu-20260421_VOVBFAFFAM5FLZDL4G7JT4ULJ2E/

<https://c3n-cn.fr/2026/04/10/budget-cnrs-et-recherche/>

³ <https://www.snesup.fr/printemps-des-mobilisations-les-differents-rendez-vous>